

Recommandations du comité sur la mise en œuvre du nouveau mode de répartition spatiale des coupes en Gaspésie

Présentées à la TGIRT de la Gaspésie

Juin 2016

Document de travail

Table des matières

Mise en contexte	3
Résumé des recommandations	4
Qualité de l'habitat des espèces fauniques terrestres exploitées	5
Nouveaux indicateurs.....	5
Modification d'indicateurs existants	6
Qualité de l'habitat du caribou de la Gaspésie	7
Qualité de l'eau	8
Qualité visuelle des paysages et perception des grandes aires de coupe	10

Mise en contexte

La direction de la gestion des forêts de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (DGFo-11) du ministère des forêts, de la faune et des parcs (MFFP) souhaite appliquer, par le biais de l'article 40, 1^{er} alinéa de la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier (LADTF) (chapitre A-18.1), des normes de substitutions à la coupe en mosaïque pour les UA 111-61, 112-62 et 112-63 pour la période commençant en septembre 2016 (pour tous nouveaux secteurs planifiés au PAFIO V5 ou à la PRAN 2017) et s'étendant jusqu'en 2023, ou jusqu'à ce que de nouvelles modalités d'organisation spatiale soient enchâssées dans le futur Règlement sur l'aménagement durable des forêts (RADF).

L'objectif principal de l'approche de substitution est de favoriser le maintien ou la restauration des attributs clés liés à l'organisation spatiale des peuplements que l'on retrouvait dans les sapinières naturelles gaspésiennes. Le maintien ou la restauration de ces caractéristiques devrait favoriser le maintien des processus écologiques, et par conséquent, favoriser le maintien de la biodiversité.

À la suite de la présentation du nouveau mode de répartition spatiale lors de la TGIRT commune du 17 décembre 2015, un comité a été composé afin de répondre aux enjeux soulevés par la nouvelle approche ainsi que pour saisir les opportunités offertes par celle-ci en termes de gestion intégré du territoire. Le mandat de ce comité était de collaborer avec la DGFo-11 à identifier des balises de mise en œuvre de la dérogation et à les présenter aux TGIRT. Le comité était composé de représentants des groupes membres de la TGIRT ayant démontrés un intérêt pour la question de l'organisation spatiale des peuplements :

- Thomas Romagné, coordonnateur des TGIRT
- Jean-François Lamarre (SEPAQ), représentant des territoires fauniques structurés surfaciques
- Marc Gauthier (rivière Petite Cascapédia), représentant des territoires fauniques structurés linéaires
- François Godin (TEMREX), représentant de l'industrie forestière
- Mélinda Lalonde et/ou Mathieu Morin (DGFa), représentant « caribou »
- Marc-André Delorme (DGFo), représentant de la planification forestière
- Antoine Richard (DGFo), représentant de l'aménagement écosystémique

Ce document constitue le livrable final du comité et présente les recommandations du comité sur la mise en œuvre du nouveau mode de répartition spatiale des coupes en Gaspésie. Les recommandations du comité sont regroupées en quatre grands thèmes : la qualité de l'habitat des espèces fauniques terrestres exploitées, la qualité de l'habitat du caribou de la Gaspésie, la qualité de l'eau et la qualité visuelle des paysages et perception des grandes aires de coupe.

Finalement, il faut rappeler qu'une des raisons qui poussent la région à déroger du RNI pour appliquer un nouveau mode de répartition spatiale est d'avoir l'opportunité de tester la méthode de manière à la raffiner avant que celle-ci ne devienne réglementaire lors de l'adoption du RADF. En effet, l'influence de changements dans les règles de répartition spatiale peut être difficile à conceptualiser : il est ardu d'en mesurer tous les impacts sans voir les résultats de leur mise en application. Ce document sera donc porté à se bonifier tout au long de la période de dérogation de manière à répondre aux nouvelles préoccupations émergeant de la TGIRT. La mise à jour de ce document sera de la responsabilité du comité.

Résumé des recommandations

1. Maintenir en tout temps un minimum de 20 % de peuplements d'alimentation pour l'original (tel que défini dans la fiche VOIC « Qualité de l'habitat de l'original ») à l'échelle des secteurs de suivi (voir figure 1).
2. Maintenir en tout temps un minimum de 30 % de peuplements des classes d'âge 10 et 30 n'ayant pas fait l'objet de traitement d'éducation (éclaircie précommerciale et nettoyage) à l'échelle des secteurs de suivi (voir figure 1).
3. Modifier la cible « Moins de 70 % dans 80 % des UTR d'une UA » de l'indicateur « Pourcentage de la superficie des classes d'âge 10 et 30 ayant fait l'objet de traitement d'éducation (éclaircie précommerciale et nettoyage) » pour « Moins de 70 % dans 60 % des COS de chaque UTA ».
4. Modifier la cible « Minimum 20 % dans 80 % des UTR d'une UA » de l'indicateur « Pourcentage de peuplements d'alimentation » pour « Minimum 20 % dans 60 % des COS des UTA ».
5. Les COS ceinturant l'habitat légal du caribou de la Gaspésie, c'est-à-dire les COS intersectés par une zone tampon de 1 km appliquée autour de l'habitat légal (figure 2), devront être maintenus en T3.
6. Que la TGIRT forme un comité ayant pour mandat de produire un plan de gestion de la voirie. Ce comité devra avoir entre autres objectifs de limiter le potentiel d'apport en sédiments attribuable aux chemins et traverses de cours d'eau. Le plan devra traiter de l'étalement du réseau routier, de l'entretien des infrastructures, de la fermeture ou la stabilisation des chemins, etc.
7. Que la région acquière Lidar afin de bonifier la planification du réseau routier et ainsi mieux protéger les ruisseaux intermittents.
8. Que la rétention variable (qui est actuellement conservée sous forme de bouquets dans 20 % des coupes avec protections de la régénération et des sols) soit prescrite en priorité dans les grandes coupes. De plus, cette rétention devra être positionnée de manière à créer des bandes riveraines de 10 m de large de chaque côté des sections de ruisseaux intermittents situés dans les pentes C, D et E (inclinaison de 9 à 40 %), ainsi que tous segments situés en aval d'une telle pente (figure 3). La figure 4 illustre comment la rétention (qui doit représenter 5 % de la superficie coupée) serait répartie dans deux exemples tirés du PAFIO V5.
9. Que la région applique les bonnes pratiques identifiées dans le guide des saines pratiques forestières dans les pentes du Québec lorsque des opérations sont réalisées dans les pentes E (inclinaison de 31 à 40 %).
10. De mesurer les surfaces compactées (chemins et leurs fossés, ornières et sols décapés par les débardeurs et les jetées) dans les sous bassins versant. Si ces surfaces couvrent plus de 7% de la superficie d'un sous bassin versant, y réduire l'AEC maximal permis à 44 %.
11. Faire un addenda au guide régional sur le maintien de la qualité visuelle des paysages lors d'intervention forestière pour ajouter une zone d'encadrement dite d'arrière-plan (1,5 à 3 km) autour des lacs considérés dans le guide. Dans les portions visibles de cette zone d'encadrement, les mêmes modalités que celles prévues pour l'arrière-plan des rivières à saumon seront appliquées (coupe d'un seul tenant de 25 à 35 ha couvrant moins de 33% de la zone visible).
12. Appliquer une solution développée dans la pessière pour limiter l'impact visuel des agglomération (Yelle et al. 2009) : au moins 80 % de la superficie totale du COS ayant moins de 3 m de hauteur doit se trouver à moins de 600 m, et au moins 98 %, à moins de 900 m d'un bloc de forêt résiduelle (7 m ou plus de hauteur) dont la superficie est d'au moins 5 ha d'un seul tenant et la largeur minimale de 100 m. Cet indicateur pourrait changer à la suite des analyses d'impact en cours.
 - Dans les secteurs où la pente est faible (classe de pente A et B), il est recommandé de positionner ces blocs de forêt résiduelle en bordure des ruisseaux intermittents de manière à créer une bande riveraine de 50 m de part et d'autre du ruisseau.
13. Les COS de type T1', c'est-à-dire comprenant de 15 à 30 % de forêt de 7 m et plus, seront présentés à la TGIRT.

Qualité de l'habitat des espèces fauniques terrestres exploitées

La Gaspésie est reconnue pour la qualité de la chasse offerte sur son territoire forestier. À titre indicatif, 24 968 permis de chasse à l'orignal ont été vendus en 2010 dans la zone 1. La chasse et le piégeage revêtent une importance sociale et économique indéniable dans la péninsule. Le PAFIT 2013-18 comptait d'ailleurs trois fiches VOIC traitant d'espèces terrestres exploitées (orignal, gélinotte et lynx). La coupe en mosaïque jouait un certain rôle dans la création d'un habitat de qualité pour ces espèces (particulièrement pour l'orignal) en assurant un entremêlement entre les peuplements d'abri et d'alimentation. D'un autre côté, l'avènement du nouveau mode de répartition spatiale, et plus précisément le redécoupage du territoire en COS (compartiment d'organisation spatiale d'une superficie approximative de 2000 ha) qui l'accompagne, constitue une opportunité permettant de raffiner le suivi des indicateurs retrouvés dans ces fiches VOIC susnommées. Afin d'assurer le maintien de la qualité de chasse sur le territoire forestier gaspésien tout en permettant l'atteinte des cibles écosystémiques poursuivies par la dérogation, le comité propose l'ajout de deux nouveaux indicateurs ainsi que la modification de deux indicateurs déjà existant.

Nouveaux indicateurs

Dans les territoires fauniques structurés surfaciques (TFSS), les clients paient pour chasser l'orignal dans des secteurs précis du territoire. En reconnaissance de la vocation particulière de ces territoires, le comité propose l'ajout de deux indicateurs qui leurs seront propres afin d'assurer une certaine qualité de chasse dans chaque secteur de chasse des réserves fauniques ainsi que dans chaque zone d'exploitation contrôlée (ZEC). Puisqu'une portion importante de la réserve Chic-Choc est chevauchée par le plan d'aménagement de l'aire de fréquentation du caribou de la Gaspésie et que les objectifs de ce plan ne sont pas compatibles avec les besoins de l'orignal, le représentant de la réserve et les représentants caribou se sont entendus sur les secteurs où les nouveaux indicateurs seront suivis. La figure 1 présente ces secteurs. Il est important de mentionner que dans les secteurs de suivi identifiés à la figure 1 qui chevauchent la zone caribou, l'atteinte des objectifs du plan d'aménagement de l'aire de fréquentation du caribou prime sur l'atteinte des nouveaux indicateurs. Dans les réserves fauniques, les secteurs de suivi sont généralement des secteurs de chasse, exception faite de deux endroits où l'indicateur sera suivi à l'échelle du COS (échelle plus fine) puisque les secteurs de chasse associés chevauchent de façon importante l'aire de fréquentation du caribou. Pour ce qui est des ZEC, les indicateurs seront suivis à l'échelle de la ZEC Baillargeon ainsi que dans deux subdivisions de la ZEC des Anses (qui a été considéré trop grande pour constituer un seul secteur de suivi). Les nouveaux indicateurs, à ajouter aux fiches VOIC pertinentes sont :

- 1. Maintenir en tout temps un minimum de 20 % de peuplements d'alimentation pour l'orignal (tel que défini dans la fiche VOIC « Qualité de l'habitat de l'orignal ») à l'échelle des secteurs de suivi (voir figure 1).**
- 2. Maintenir en tout temps un minimum de 30 % de peuplements des classes d'âge 10 et 30 n'ayant pas fait l'objet de traitement d'éducation (éclaircie précommerciale et nettoiement) à l'échelle des secteurs de suivi (voir figure 1).**

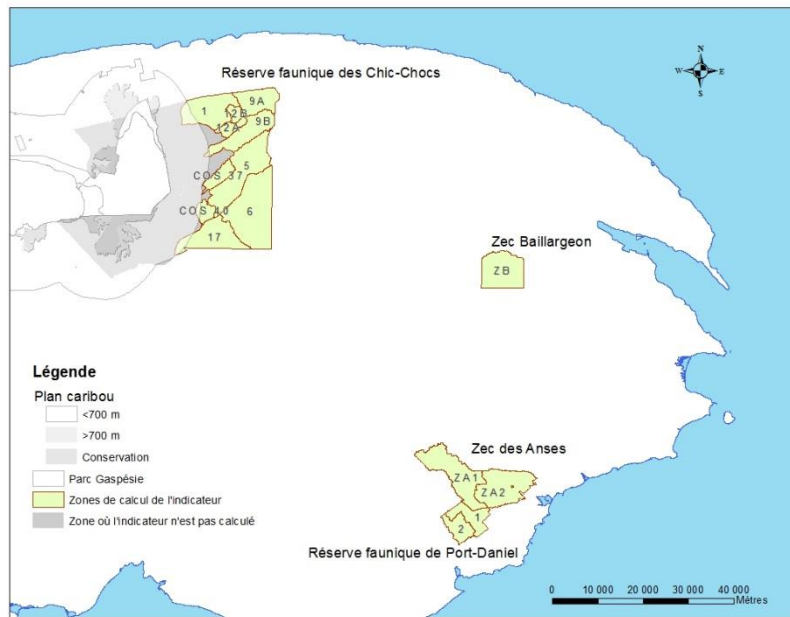


Figure 1. Secteurs des territoires fauniques structurés surfaciques où les nouveaux indicateurs de qualité d'habitat de l'orignal et du pourcentage des 10 et 30 traités seront suivis.

Modification d'indicateurs existants

Dans la version 2013-18 du PAFIT, l'indicateur « Pourcentage de la superficie des classes d'âge 10 et 30 ayant fait l'objet de traitement d'éducation (éclaircie précommerciale et nettoyage) » des VOIC Structure interne, qualité de l'habitat de la gélinotte et qualité de l'habitat du lynx et l'indicateur « Pourcentage de peuplements d'alimentation » du VOIC Qualité de l'habitat de l'orignal étaient mesurés à l'échelle de l'unité territoriale de référence (UTR) avec comme cible respective « Moins de 70 % dans 80% des UTR d'une UA » et « Minimum 20 % dans 80 % des UTR d'une UA ». Dans le contexte de l'implantation du nouveau mode de répartition spatiale, la DFGO-11 souhaite se départir progressivement des UTR. De plus, afin d'assurer une certaine répartition spatiale des habitats d'alimentation de l'orignal et du lynx (dans le contexte de l'abandon de la CMO), le comité souhaite renforcer ces cibles de manière à ce qu'ils assurent la présence de peuplements d'alimentation sur une plus grande proportion du territoire. À la suite d'analyse sur l'impact du changement d'échelle sur les cibles, le comité propose les changements suivants :

3. **Modifier la cible « Moins de 70 % dans 80% des UTR d'une UA » de l'indicateur « Pourcentage de la superficie des classes d'âge 10 et 30 ayant fait l'objet de traitement d'éducation (éclaircie précommerciale et nettoyage) » pour « Moins de 70 % dans 60 % des COS de chaque UTA ».**
4. **Modifier la cible « Minimum 20 % dans 80 % des UTR d'une UA » de l'indicateur « Pourcentage de peuplements d'alimentation » pour « Minimum 20 % dans 60 % des COS des UTA »**

Ces nouvelles cibles, exprimées à l'échelle du COS/UTA sont plus sévères que celles précédemment en vigueur. Si on les ramène à l'échelle de l'UTR/UA, elles correspondent à exiger d'atteindre la cible dans plus de 90% des UTR d'une UA (comparativement à 80% précédemment).

Qualité de l'habitat du caribou de la Gaspésie

Le centre de la Gaspésie abrite le caribou des bois d'écotype montagnard. Cette population a le statut de menacé et est conséquemment protégée en vertu de la Loi sur les espèces menacées ou vulnérable (chapitre E-12.01). Depuis 1999, la région s'est dotée d'un plan d'aménagement forestier de l'aire de fréquentation du caribou de la Gaspésie en terre publique. La troisième édition de ce plan est actuellement en vigueur pour la période 2013-2018. Le nouveau mode de répartition spatiale est en phase avec les orientations du plan caribou (la CMO était d'ailleurs interdite dans l'aire couverte par le plan). Il offre aussi l'opportunité de mieux appliquer la stratégie d'aménagement du plan caribou, surtout en ce qui a trait à la directive de localiser l'aménagement régulier le plus loin possible des concentrations de caribous. Le comité propose en ce sens la balise suivante :

5. **Les COS ceinturant l'habitat légal du caribou de la Gaspésie, c'est-à-dire les COS intersectés par une zone tampon de 1 km appliquée autour de l'habitat légal (figure 2), devront être maintenus en T3.**

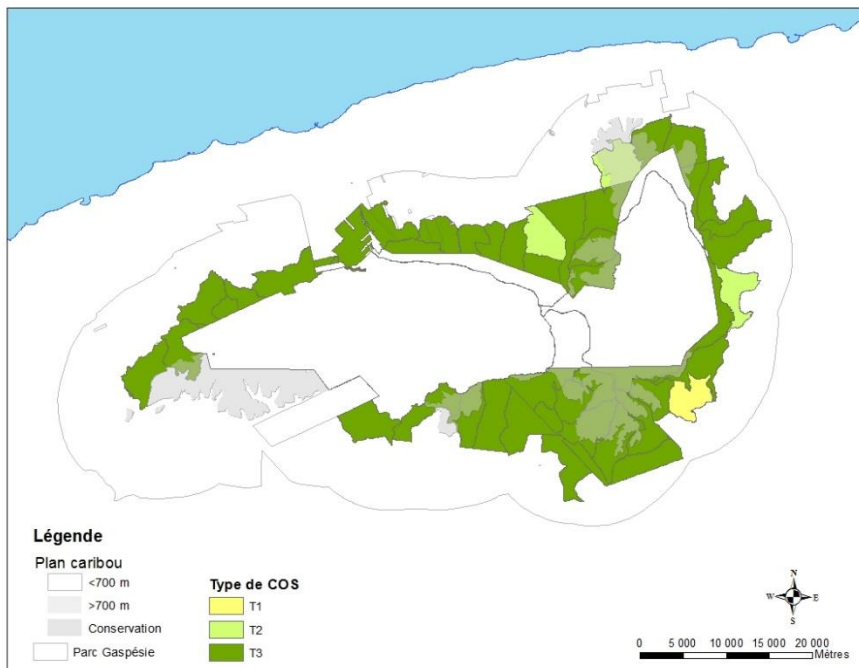


Figure 2. COS qui devront être maintenus en T3. Ces COS correspondent à tous COS intersectés par une zone tampon de 1 km autour de l'habitat légal du caribou (lui-même identifié à partir des connaissances sur l'utilisation du territoire par le caribou). Il est à noter que les COS qui ne sont pas couverts par le plan caribou sont situés hors UA, mais en territoire public, et sont gérés par la MRC de la Haute-Gaspésie.

Cette balise n'est pas plus restrictive que le plan caribou, mais permet de se donner un outil pour mieux l'appliquer. En effet, le plan caribou mentionne que les jeunes peuplements de 0 à 20 ans ne doivent pas constituer plus de 16 % de la sous-zone de moins de 700 m d'altitude (seule zone où l'aménagement régulier est permis). Ce qui revient à dire que les peuplements de 0 à 30 ans (soit l'âge approximative pour qu'un peuplement atteigne 7 m de hauteur) ne doivent pas constituer plus de 24 % de la sous-zone. Hors, dans un COS de type T3 les peuplements de moins de 7 m constituent de 0 à 30 % de la superficie. Cela revient à dire qu'en moyenne les COS couverts par le plan caribou devraient être des T3. Il est donc logique, considérant la directive voulant que les travaux d'aménagement régulier soient localisés le plus loin possible des concentrations de caribous, d'exiger à ce que les COS situés les plus près des caribous soient maintenu en T3.

Qualité de l'eau

La Gaspésie est reconnue mondialement pour la qualité de la pêche au saumon qu'offrent les nombreuses rivières qui la parcourent. Les rivières de la péninsule sont aussi des pôles d'attraction touristiques importants, en plus de rendre de nombreux services écologiques de valeurs inestimables. Il est donc primordial de s'assurer que l'aménagement forestier ne perturbe pas les écosystèmes aquatiques. Le comité a consulté le professeur Sylvain Jutras, spécialiste en hydrologie forestière à l'Université Laval, afin d'identifier de quelle manière le nouveau mode de répartition spatial pourrait influencer l'impact des opérations forestières sur la qualité de l'eau. De l'avis du professeur Jutras, les outils actuellement utilisés par la région pour assurer le maintien de la qualité de l'eau, comme le calcul des aires équivalentes de coupe à l'échelle des sous-bassins versant et avec un seuil à 50 %; l'application du guide des saines pratiques en voirie forestière et installation de ponceaux; la protection des bandes riveraines des cours d'eau et des rivières à saumon; le suivi des cas d'érosion par pont et ponceau; la protection des ruisseaux intermittents selon les modalités du RADF et sur une longueur de 20 m en amont de la partie visible; et l'application des modalités prévues au RADF demeurent valides dans le contexte du nouveau mode de répartition. Le message du professeur Jutras était clair : la principale menace pour la qualité de l'eau attribuable à l'aménagement forestier est l'apport de sédiments. Cette menace est particulièrement sérieuse en Gaspésie, puisque les sédiments fins peuvent colmater les frayères, les rendant inutilisables par le saumon. Ces sédiments proviennent principalement du réseau routier et plus spécifiquement des traverses de cours d'eau mal entretenues. Le nouveau mode de répartition spatiale aura comme conséquence d'allonger la fréquence de retour dans certains secteurs de récolte. L'entretien des chemins et traverses de cours d'eau sera donc moins fréquent dans ces secteurs, ce qui risque d'accentuer la problématique des sédiments provenant du réseau routier. Pour pallier ce problème, le comité souhaite que la région se dote d'un véritable plan de gestion de la voirie. Conscient que cette question touche la majorité des participants de la TGIRT, le comité recommande :

- 6. Que la TGIRT forme un comité ayant pour mandat de produire un plan de gestion de la voirie. Ce comité devra avoir entre autres objectifs de limiter le potentiel d'apport en sédiments attribuable aux chemins et traverses de cours d'eau. Le plan devra traiter de l'étalement du réseau routier, de l'entretien des infrastructures, de la fermeture ou la stabilisation des chemins, etc.**

Le comité demeure inquiet de l'impact des très grandes coupes sur la qualité de l'eau, particulièrement dans les pentes fortes. Conséquemment, le comité recommande :

7. Que la région acquière Lidar afin de bonifier la planification du réseau routier et ainsi mieux protéger les ruisseaux intermittents.
8. Que la rétention variable (qui est actuellement conservée sous forme de bouquets dans 20 % des coupes avec protections de la régénération et des sols) soit prescrite en priorité dans les grandes coupes. De plus, cette rétention devra être positionnée de manière à créer des bandes riveraines de 10 m de large de chaque côté des sections de ruisseaux intermittents situés dans les pentes C, D et E (inclinaison de 9 à 40 %), ainsi que tous segments situés en aval d'une telle pente (figure 3). La figure 4 illustre comment la rétention (qui doit représenter 5 % de la superficie coupée) serait répartie dans deux exemples tirés du PAFIO V5.

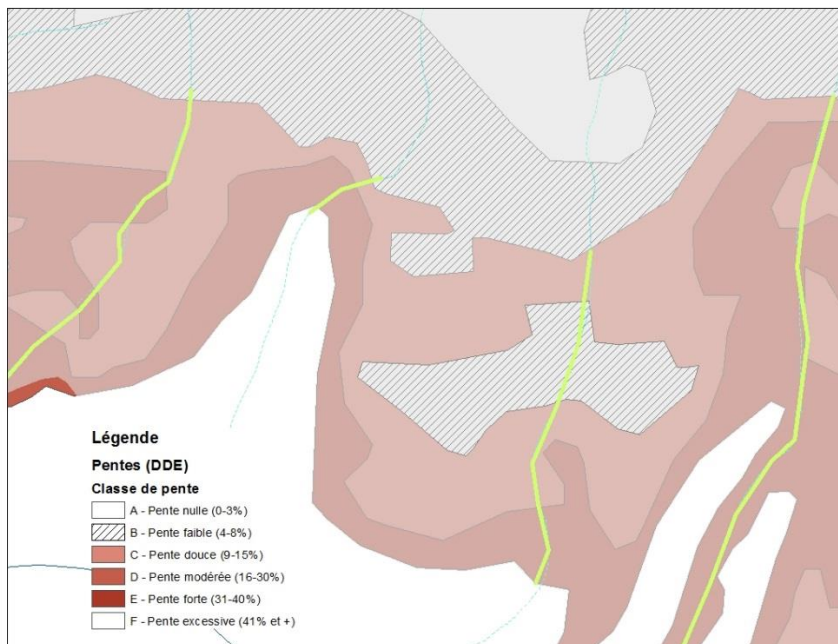


Figure 3 Sections de ruisseaux intermittents qui seraient protégées par une bande riveraine de 10 m (en vert). Toutes sections traversant une pente C, D ou E auraient une bande riveraine. Les sections situées en aval d'une pente C, D ou E seraient également protégées (comme dans le cas du troisième ruisseau à partir de la droite).

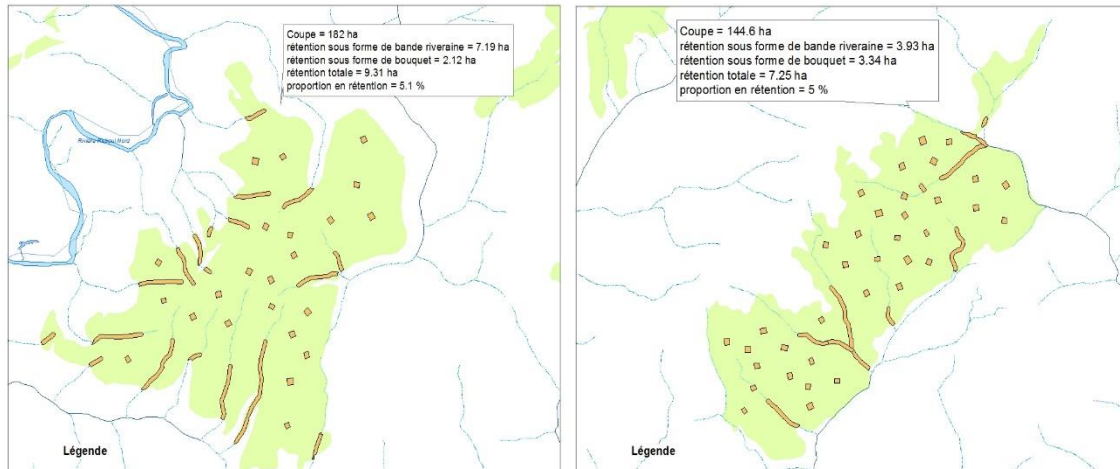


Figure 4 Exemple de la répartition de la rétention dans deux coupes planifiées au PAFIO V5.

9. Que la région applique les bonnes pratiques identifiées dans le *guide des saines pratiques forestières dans les pentes du Québec* lorsque des opérations sont réalisées dans les pentes E (inclinaison de 31 à 40 %).
10. De mesurer les surfaces compactées (chemins et leurs fossés, ornières et sols décapés par les débardeurs, de même que les jetées) dans les sous bassins versant. Si ces surfaces couvrent plus de 7% de la superficie d'un sous bassin versant, y réduire l'AEC maximal permis à 44 %.

Qualité visuelle des paysages et perception des grandes aires de coupe

En Gaspésie, les paysages revêtent une grande importance, tant à titre d'attrait touristique reconnu que pour leur caractère identitaire et le cadre visuel qu'ils offrent aux collectivités locales. Il est maintenant reconnu que les paysages constituent en eux-mêmes une ressource qu'il faut préserver. La région s'est d'ailleurs dotée d'un guide sur le maintien de la qualité visuelle des paysages lors d'interventions forestières. À l'extérieur des paysages protégés par le guide, il demeure pertinent de proposer des balises afin d'atténuer les impacts visuels causés par les agglomérations de coupes. En effet, bien que l'agglomération des coupes soit bénéfique d'un point de vue écosystémique, elle peut frapper l'imaginaire d'un observateur non informé et constituer un obstacle à l'acceptabilité sociale du nouveau mode de répartition spatiale. Dans le contexte de la dérogation, c'est à dire de l'élimination des tailles maximales des coupes et des séparateurs de coupes, le comité propose les deux mesures suivantes :

11. Faire un addenda au guide régional sur le maintien de la qualité visuelle des paysages lors d'intervention forestière pour ajouter une zone d'encadrement dite d'arrière-plan (1,5 à 3 km) autour des lacs considérés dans le guide. Dans les portions visibles de cette zone d'encadrement, les mêmes modalités que celles prévues pour l'arrière-plan des rivières à saumon seront appliquées (coupe d'un seul tenant de 25 à 35 ha couvrant moins de 33% de la zone visible).

12. Appliquer une solution développée dans la pessière pour limiter l'impact visuel des agglomération (Yelle et al. 2009) : au moins 80 % de la superficie totale du COS ayant moins de 3 m de hauteur doit se trouver à moins de 600 m, et au moins 98 %, à moins de 900 m d'un bloc de forêt résiduelle (7 m ou plus de hauteur) dont la superficie est d'au moins 5 ha d'un seul tenant et la largeur minimale de 100 m. **Cet indicateur pourrait changer à la suite des analyses d'impact en cours.**
- Dans les secteurs où la pente est faible (classe de pente A et B¹), il est recommandé de positionner ces blocs de forêt résiduelle en bordure des ruisseaux intermittents de manière à créer une bande riveraine de 50 m de part et autre du ruisseau.
13. Les COS de type T1', c'est-à-dire comprenant de 15 à 30 % de forêt de 7 m et plus, seront présentés à la TGIRT.

¹ Ces blocs de forêts résiduelles seront récoltés lorsque la forêt environnante aura atteint 3 mètres de hauteur. La limitation aux classes de pente A et B vise à faciliter les opérations de récolte lors de cette deuxième passe (en limitant les coûts et en protégeant la régénération et les sols).